

cerises

la coopérative

Ça peut servir !

L'observatoire des inégalités nous apprend que 47,1% du patrimoine brut en France est détenu par les 10% les plus riches. C'est 6 points de plus qu'en 2010. Principales victimes : les couches moyennes.

Le rapport annuel sur la détention administrative reste un document de référence, n'en déplaise à Retailleau.

Les rapports d'activité de la CIMADE sur les centres de rétention sont un complément utile.

Agenda militant

vendredi 12 septembre

1^{er} festival **POING PLUME** à LA GRANDE DE-ROUTE au Grabuge
22 Avenue Jules Maniez, 35000 Rennes,

Les 13 et 14 septembre

en Eure-et-Loir pour dire NON tous ensemble au béton et aux autoroutes en vous inscrivant [ici](#) ou contacter Nona154a120@gmail.com.

Du 19 au 28 septembre

Le **Festival Mondial des Théâtres de Marionnettes** aura lieu à Charleville-Mézières.

Samedi 20 septembre

de 10h à 15h45 Repas convivial et journée sur le thème de l'Agriculture Paysanne dans le monde dans le cadre de « THE MEAL » (Le repas) Coorganisé par AVD France, AICSF et AdM Paris

Au Tiers-Lieu Faire Lien,
44 rue de Dr Finlay, Paris
15^e, Métro Duplex.



Réservez votre place avec le QRcode

Envies de renverser la table

Toujours les mêmes qui payent. Supprimer 2 jours fériés et préparer un budget punitif pour celles et ceux qui ont besoin des services publics, qui ne vivent que de leur travail, de leur salaire ou des aides sociales, et qui font tourner le pays, c'est l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Rappelons-nous : l'étincelle pour le mouvement des Gilets Jaunes c'était l'augmentation des carburants via l'augmentation de la taxe sur les produits pétroliers. Et comme toutes les taxes, celle-ci touchait indifféremment pauvres et riches.

En annonçant engager la responsabilité de son gouvernement, Bayrou tente de désamorcer ce mouvement social qui grandit depuis plusieurs semaines autour de l'appel « Le 10 septembre Bloquons tout ». Une fois le gouvernement tombé, il s'agira de focaliser l'attention sur les manœuvres politiciennes qui vont suivre. Mais le mouvement né au cœur de l'été, se construit progressivement et s'ancre localement : assemblées, boucles organisées dans la plupart des départements et dans de nombreuses communes.

Comme la pétition contre la loi Duplomb, qui a recueilli plus de 2 millions de signatures et permit de modifier au moins partiellement le contenu de la loi, l'initiative est venue de groupes citoyens. « Être acteur du changement. Rassembler autour d'un projet, pas autour d'un homme charismatique » (site Les Essentiels). **La volonté de faire du peuple le sujet politique central s'affiche.** Sur le site Indignions-nous, l'appel à construire les cahiers de doléances pour réparer le « vol démocratique » de ceux des Gilets jaunes confirme cette exigence de démocratie directe.

Défiance à l'égard des organisations syndicales et encore plus à l'égard des partis politiques, toute tentative d'instrumentalisation est dénoncée. Le mouvement n'est ni homogène, ni chimiquement pur (revendications typiques de la droite souverainiste sur le site Les Essentiels : Frexit, etc..) mais déjà l'intervention citoyenne a permis de débarquer l'extrême droite et oblige le RN à renoncer à ses tentatives de récupération.

Une vidéo dénonce « les puissants, ceux qui profitent, ceux qui possèdent, ceux qui divisent, ceux qui décident sans nous » (site Indignions nous) et la solution c'est faire payer les plus riches : le caractère de classe est assumé.

Ne pas se laisser dessaisir de son pouvoir d'agir nécessite de poursuivre cette construction par en bas. La grève générale ne se décrètera pas au sommet des organisations syndicales et encore moins au sommet des partis politiques. Que chacun, chacune prenne ses responsabilités et devienne acteur/actrice du mouvement. Que chaque organisation se mette au service du mouvement qui se construit. En aidant à définir les moyens de parvenir aux revendications construites en commun : toucher au grisbi des dividendes par exemple.

L'engagement de Solidaires, et la déclaration du CCN de la CGT vont dans le bon sens. Le mouvement des Gilets jaunes est passé par là.

● Sylvie Larue

En vue du 10 : Une porte s'ouvre-t-elle ?



A plusieurs reprises, nous avons interrogé la notion de mouvement social ; elle implique implicitement la déconnexion d'avec les enjeux politiques. Mais aujourd'hui quelle est la nature fondamentale des mouvements actuels ?

Lorsque les femmes réclament une égalité salariale ce n'est pas qu'un mouvement social, c'est une exigence existentielle qui interroge les fondements de la société. Et les migrants ? Et les chômeurs ? Autant de pans entiers de la société qui remettent en cause les fondements de cette dernière. Idem à propos du mouvement sur les retraites. Dans une lutte comme celle de la retraite s'agit-il d'un conflit entre forces opposées ou entre conceptions de la société opposées ?

Dès lors ce sont autant de mouvements qui touchent à l'édifice de la société, bouscule ses structures ce qui est une définition de la politique.

On voit alors combien la distinction social/politique est une amputation réduisant le mouvement populaire aux récriminations et laissant la construction des réponses aux élites chargées de penser et de décider à notre place et nous à obéir ou protester.

Il y a donc une double frontière à oser franchir : dans le même temps passer de la protestation à l'élaboration d'objectifs transformateurs et s'auto considérer comme force décisive pour faire passer chacun de ses objectifs dans la réalité et dans la loi sans se mettre en situation d'attente à l'égard des formations politiques. Cela permet de faire d'une action un levier pour ouvrir sur un dépassement des logiques qui le précèdent. Elle n'est pas simplement une action en soi. Si l'on en prend conscience, elle inaugure un enchaînement de faits qui remet en cause la normalité des interprétations traditionnelles jusque-là acceptées comme étant la normalité. Alors que la politique comme fait de s'en remettre « aux corps intermédiaires - les partis -est vécue comme reproduction de ce qui a provoqué la mobilisation.

Donc pour nous, il n'y a de politique qu'en supprimant de nos désirs tout intermédiaire ou médiation institutionnelle. D'où la quête d'éléments de rupture avec la normalité qui a provoqué ces mouvements. C'est ce qui doit définir pour nous le mot « politique ».

La politique devient immanente aux mouvements en cours. Elle devient une action indépendante de toute médiation action de dépassement faite pour être elle-même dépassée. Il ne s'agit pas de rêve mais d'oser explorer l'inconnu et d'inventer.

Occuper la rue ou un lieu : pour protester ou en faire un lieu de pouvoir ? Ce n'est pas le même agir. Attention le mot pouvoir est d'abord un verbe : Pouvoir transformer maintenant. Vu ainsi un mouvement devient la condensation de mobilisations diverses.

De ce point de vue, les mouvements peuvent devenir nature de ce que l'on appelle « finalité » elle est un mouvement. Autant d'accélération temporelles dégagées des temporalités de la normalité - des prochaines échéances électorales - transformant les manières d'agir car transformant les manières de penser et de se penser soi-même. C'est ce qui a dû se passer lors des Printemps arabes ou parmi nombre de Palestiniens. Mais tant que la médiation des corps intermédiaires reste l'objectif, le processus ne se poursuit pas. D'où le besoin d'affirmer où est la « sécession ».

Et ce n'est pas parce que le résultat est loin qu'il faut éluder le commencement, d'autant qu'ainsi conçu, le commencement devient une rupture avec l'ordre établi.

Il ne s'agit donc pas de faire patienter mais au contraire de faire montrer la puissance du levier que les intéressés/es ont entre leurs mains.

● PIERRE ZARKA

10 septembre : on bloque tout sauf le mouvement



L'appel à « bloquer tout le 10 septembre », contre la politique gouvernementale, vient ici aussi des réseaux sociaux, et s'est amplifiée fin juillet. Si les RS (réseaux sociaux) ont dans un premier temps accueilli débats, interrogations et propositions, il semble bien que des initiatives locales prennent le relais.

En Bretagne et en Côtes d'Armor, des collectifs et agoras ont été créés, à St Brieuc, Guingamp, Dinan, Plouaret, Callac, Tréguier, Loudéac... et sont coordonnés. A St Brieuc, 70 personnes, la moitié inconnue des militants locaux. De même à Lannion. A Rennes, l'AG est très vigilante sur l'organisation et la démocratie ; des actions sont décidées. A Saint-Denis (93) plusieurs dizaines de personnes se réunissent, sur l'espace public. De même à Montpellier, plusieurs dizaines aussi désormais chaque semaine. Dynamique enclenchée à Montreuil. 60 personnes en AG dans l'Essonne, 40 dans le Val-de-Marne. Début août !

A Valence, l'opération 'péage gratuit' le 24 août annonce le début d'une mobilisation locale. En Normandie 55 personnes à Rouen pour une 1^e rencontre, des effectifs plus « confidentiels à Vire, Le Havre, une vingtaine de personnes ont lancé la dynamique à

Tours. On pourrait ajouter les 7500 participants/es des Résistantes du 7 au 10 août.

La tonalité des revendications focalise sur Bayrou et son projet de budget et aborde des questions comme l'alimentation, la surconsommation et le « superflu », l'alternative écologique (sur fond de feux tout l'été en Languedoc-Roussillon), la démocratie, le RIC, les mandats. Plusieurs débats tournent autour de numérique et libertés, et de la monnaie. Les points de vue sont plus partagés sur les syndicats et les partis, mal vus parfois.

Globalement les rendez-vous tendent à une certaine régularité. Les collectifs NFP soutiennent clairement. Les Soulèvements de la Terre, qui disposent d'un réseau complémentaire aux collectifs NFP, appellent leurs groupes locaux à se mobiliser. Divers appels, dont celui des partis du NFP, arrivent en appui.

Selon un 1^{er} recensement, des initiatives s'organisent dans près d'une quarantaine de département, quasiment dans toutes les régions (métropolitaines).

● PATRICK VASSALLO

<http://indignonsnous.fr/>

<https://frustrationmagazine.fr/10-septembre-communique-collectif-faire-bloc-faire-peuple>

10 septembre. syndicats et partis

Peut-être un signe des temps... pendant l'été deux événements ont marqué l'irruption citoyenne dans le débat public : début juillet une pétition lancée contre la loi Duplomb : 2 millions de signatures. Des citoyens apprenant que le gouvernement Bayrou veut ponctionner 40 milliards principalement sur ceux qui produisent des richesses lancent une bouteille à la mer :

le 10 septembre Bloquons tout !

Ça s'emballa sur les réseaux sociaux. Le ras-le-bol contre la politique gouvernementale exprime une sourde colère. Début août plusieurs centaines de personnes dans une multitude de villes se réunissent dans des parcs, dans des cafés pour débattre et réfléchir aux modes d'action : boycott, désobéissance civile ? Initiative citoyenne salutaire. Très rapidement le mouvement associatif, les syndicats et partis politiques devant l'ampleur du mécontentement et du succès de cet appel tentent de se positionner.

Sur le plan politique LFI, le PCF et les Verts annoncent soutenir le blocage du 10/09 et ne veulent pas monter dans le train en marche comme pour le mouvement des GJ.

Pour les syndicats comme pour le mouvement associatif des craintes s'expriment sur l'origine de cet appel ? Est-ce l'extrême-droite qui serait à la manœuvre ? Une partie de la base syndicale rechigne, estimant que les initiatives citoyennes ne doivent pas supplanter les syndicats et que c'est aux syndicats avant tout de piloter le mouvement. Solidaires, FSU et CGT doivent réunir leurs instances la dernière semaine d'août pour se décider. Après la réunion des instances nationales la CGT appelle clairement à organiser sur les lieux de travail les actions nécessaires pour donner force et vigueur à la colère qui s'exprime dans le pays. L'Union Syndicale Solidaires lance un appel à la grève le 10/09 en précisant que des syndicats comme Sud Rail depuis plusieurs semaines déjà appellent à participer aux initiatives qui seront prévues localement le 10 septembre. Il en est de même pour Attac, Terre de Liens la LDH et bien d'autres.

L'émergence du mouvement citoyen est de bonne augure. Cerises la Coopérative soutient sans réserve cet appel et nous travaillerons à ce qu'il y ait des suites allant dans le sens d'une démarche autogestionnaire.

● DANIEL ROME

UNE NOUVELLE MONDIALITÉ ?

La crise de la mondialisation capitaliste ouvre un espace pour imaginer une autre mondialité pour et par les peuples. Comment peut-elle se construire ?

Les tentatives du mouvement ouvrier et démocratique d'internationaliser les luttes aux XIX et XX^{ème} siècles, malgré d'incontestables réussites, n'ont-elles pas buté sur le capital mondialisé et l'hégémonie de l'État-nation ? La solidarité internationale/soutien est-elle suffisante pour affronter le capital mondialisé ?



Pour aller vers d'autres politiques, faut-il réformer les institutions existantes (ONU), créer de nouvelles institutions transnationales et examiner si les mouvements des peuples à l'aube du XXI^{ème} siècle ne contiennent pas les germes d'une politique alternative mais aussi des limites à dépasser ?

L'équipe de *Cerises* était présente à l'Université des Mouvements Sociaux et de la Solidarité pour en débattre.

FAIRE MONDE EN COMMUN

Ateliers, plénières, modules, L'UEMSS est l'occasion de nombreux échanges sur la situation internationale, les enjeux de la globalisation, et de la militarisation du monde.

Cerises a participé à l'atelier animé par **Vincent Gay** d'Attac intitulé Internationalisme VS Campisme. Nous reproduisons ici les interventions de Pierre Zarka, Christian Mahieux, et Bernard Dréano. **Pierre Zarka** dans son propos observe que les peuples marchent de plus en plus à l'unisson et invite à prendre en compte cette réalité nouvelle. **Bernard Dréano** président du CEDETIM apporte un éclairage historique pour analyser les positions « campistes ». C'est en affirmant une position de classe que le Réseau international syndical auquel participe Solidaires et qui permet de dépasser le point de vue « campiste », développe analyses et solidarités concrètes, **Christian Mahieux** nous en parle. **Yoletty Braccho** analyse les rapports entre le Vénézuéla de Maduro et les USA de Trump et fustige l'anti-impérialisme de façade de l'un et les manœuvres impérialistes de l'autre. Et ce sont les peuples qui trinquent, confrontés au renforcement des dynamiques autoritaires. Vous pourrez ensuite prendre connaissance d'un résumé du propos de Yoletty et des échanges qui ont suivi ces interventions.

Selon Bernard Dréano, dans plus de 60 pays dans le monde se développent des luttes qui s'inspirent des logiques d'auto-organisation du mouvement au Soudan (2019) (cf. <https://ceriseslacooperative.info/?s=soudan>). Ainsi **Patrick Le Tréhon-dat** fait point sur le mouvement en Serbie. Dans sa prise de parole à la plénière d'ouverture de l'UEMSS, **Katya Gristeva**, jeune artiste et militante étudiante ukrainienne, plaide pour un dialogue direct entre celles et ceux qui luttent dans le monde.

Dans sa contribution pour *Cerises* **Pierre Dardot** redéfinit la façon de « faire monde », rejoint par **Josiane Zarka** qui invite au dépassement de l'État-nation. **Makan Rafatdjou** poursuit cette réflexion « *La condition transnationale des humains c'est la maîtrise en commun du devenir planétaire comme de leur propre et inévitable devenir en commun* ».

Selon **Alain Lacombe** pour affronter le capital mondialisé en crise, la solidarité internationale n'est pas suffisante, le mouvement ouvrier et démocratique doit imaginer une autre mondialité, pour et par les peuples, remettant en cause le pouvoir des ultra-riches.

Aussi **Catherine Destom-Bottin** est attentive à ce qui se passe du côté des BRICS, considérant qu'il y a là une volonté des États du Sud d'échapper à la tutelle des États-Unis et du dollar.

Le sujet (et les débats...) est loin d'être épuisé. En attendant d'autres prolongements, bonne lecture.

● La rédaction





A NOTRE PORTÉE

On nous dit souvent qu'avec la mondialisation, la révolution dans un seul pays n'est pas possible. D'accord mais faut-il pour autant y renoncer ? Jusqu'à présent il n'a été question que de révolution dans un seul pays du fait de la place centrale de la prise de l'État dans notre esprit. Et l'internationalisme a été centré sur l'aide ponctuelle à des peuples en lutte ou en souffrance.

Est-ce qu'un nouvel internationalisme peut être la suite de l'addition de changements étatiques ? Hum...

Si le capitalisme est mondialisé, les problèmes qu'il génère le sont autant : son incapacité à faire désormais avec le moindre progrès social et démocratique et la sauvegarde de la planète. Partout, la question d'un mode de développement est posée. Partout l'enjeu est : répondre aux besoins humains ou au chiffre d'affaires ?

Le côté dévastateur de Trump provoque de fortes oppositions jusque dans les forces instituées : les juges, les primaires de New York ont mis en avant un migrant d'origine arabe soutenant les Palestiniens et évoquant le socialisme... La démocratie en France ignore le résultat des législatives et est réduite au 49-3. Cela révèle l'impossibilité de faire vivre le système institutionnel : il ne correspond plus ni aux dominés d'où les abstentions ni aux dominants d'où la fuite en avant vers une forme de fascisation.

Dans le monde des luttes populaires sont à la fois sur le fond des enjeux et hors de toute contrainte institutionnelle : les printemps arabes puis en France en 2016 les Nuits debout ; les Indignés ; l'impact des Gilets jaunes en Grèce, en Espagne, en Serbie...les retraites en France suivi par le référendum en Suisse sur le même thème; les agriculteurs en France, en Allemagne, en Espagne ; le mouvement féministe dans presque tous les pays jouant le rôle de levier au-delà du combat des femmes ou du mouvement écologiste... Et cette façon dont en Angleterre, en France, en Espagne, aux USA des millions de personnes se sentent liées au peuple palesti-

nien... **Cela traduit une nouvelle forme de solidarité : un sentiment d'identification avec ceux qui n'ont rien mais qui luttent pour leur existence.** Le vieux soixante-huitard que je suis, pense au rôle de catalyseur alors joué par le peuple vietnamien face aux USA.

De plus en plus, les peuples marchent à l'unisson. Je ne rêve pas à la constitution d'une institution Internationale, je remarque que les mouvements dans un pays font de plus en plus souvent tâche d'huile au-delà de ses frontières. En cela, la Paix ne se limite pas à être l'absence de guerre.

On parle de mouvement social : mais lorsque les femmes réclament l'égalité salariale ce n'est pas du social, c'est de l'existential. Elles apportent un éclairage pour tous. Ceux qui réclament du travail, les jeunes un avenir ? Et la retraite ? Ce n'est pas de l'existential ? **C'est le sentiment encore confus d'être peuple et de correspondre à une autre société.** Ce que tente d'exploiter l'extrême-droite. Ces mouvements existent en dehors des structures et logiques institutionnelles et dépassent ce qu'on a connu jusqu'ici comme structures d'organisation. Cela pulvérise ce partage des tâches : aux syndicats et associations les réclamations, aux partis politiques les solutions. Cela met en cause tout ce qui apparaît comme finissant par se substituer à la maîtrise de chacun/e. A partir du moment où il n'y a pas d'enjeu électoral le dépassement des clivages est en acte.

Que fait-on de l'émergence de cette réalité encore incomplète et aux aspects contradictoires ? On continue comme si de rien n'était ? Ou on voit à quelles conditions répondre pour en tirer une capacité nouvelle à transformer le monde ?

● Pierre Zarka

De plus en plus, les peuples marchent à l'unisson.



CAMPISME OU INTERNATIONALISME ?

Contribution à l'atelier du 25 août 2025 à l'Université des mouvements sociaux et de la solidarité de Bordeaux

Le 23 août 1968, à La Havane, lors d'un de ses discours fleuves dont il avait le secret, Fidel Castro exprimait son soutien à l'intervention militaire de l'URSS et de ses alliés du pacte de Varsovie, survenue quelques jours plus tôt, pour mettre fin au socialisme à visage humain qui se développait alors en Tchécoslovaquie. Certes concédait le *leader maximo* le peuple tchécoslovaque avait eu quelques raisons de vouloir changer la direction politique du pays à partir du printemps 1968, mais cela pouvait profiter à l'impérialisme et mettait en danger le « camp socialiste », qui se devait alors d'intervenir.

Le mot « campisme » date de ce discours funeste et mémorable.

Pour les campistes les prises de positions par rapport à tel ou tel mouvement populaire dans tel ou tel pays, le soutien ou la condamnation qu'on peut leur apporter, ne sont pas fonction de la nature de ces mouvements mais de la manière dont ils peuvent influencer sur des rapports de forces géopolitiques globaux. L'effort des tchèques et des slovaques de construire un socialisme authentique introduisait une division dans le supposé « camp socialiste » et donc profitait à l'impérialisme américain et devait être combattu.

Bien entendu, à ce campisme « socialiste » auquel adhérait les partis communistes et certains mouvements de libération, s'opposait un campisme « libéral » symétrique auquel adhéraient non seulement les droites, mais aussi la majorité des courants sociaux-démocrates.

Pendant la période de la guerre froide, si l'on pouvait à juste titre contester la nature du socialisme supposé y exister « réellement » et sa tutelle sur des peuples, il y

avait bien un « camp » distinct de celui du capitalisme libéral. A la fin du XX^e siècle ce n'est plus du tout le cas.

Mais le campisme se poursuit comme « anti-hégémonisme ». Si le capitalisme est étendu à la planète, l'hégémonie occidentale, et d'abord États-unienne demeure, et toute lutte locale doit être interprétée en fonction de sa relation (supposée) avec les USA. C'est ainsi que l'on a vu pendant les guerres de dislocation de la Yougoslavie une large fraction des gauches européennes et américaines prendre fait et cause pour le régime Serbe, pourtant principal fossoyeur de l'ancienne fédération, comme ce fut le cas par exemple de Noam Chomsky supporter de l'organisation *Jul* créée par le leader serbe Milosevic pour appâter les gogos.

Malheureusement ce type de campisme se perpétue aujourd'hui. Et c'est justement ce 23 août, au cours d'un autre discours fleuve, que Jean Luc Mélenchon a expliqué qu'il fallait abandonner l'Ukraine, se débarrasser de son dirigeant comme le réclame le dictateur stalino-tsariste Poutine. Les représentants de syndicats ukrainiens et les résistants anti-guerre russes présents à notre université d'été apprécieront le fait que notre *leader maximo* à nous, leur tire dans le dos, mais au nom de quel « camp » cette fois-ci ?

Ce jour même Edwy Plenel a bien résumé la question dans *Médiapart* : L'internationalisme a pour seule boussole le sort des peuples, quand le campisme les prend en otage dans le jeu des puissances.

● **Bernard Dreano**

Président du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale CEDETIM



QUEL INTERNATIONALISME EN CES TEMPS DE MONDIALITÉ ?

Même renommé *mondialité*, le concept n'est pas étranger au mouvement ouvrier et populaire. Il est même au cœur de celui-ci : de la fondation de l'Association internationale des travailleurs (AIT) à « L'internationale [qui] sera le genre le genre humain », il y a bien longtemps que cette question nous préoccupe. Pour autant, au-delà des slogans et des textes de congrès, les organisations, qu'elles soient syndicales, associatives ou partidaires, n'en font pas une priorité dans les faits. Les mouvements non constitués, pas plus : forums, universités et autres rencontres épisodiques ne suffisent pas à construire un internationalisme agissant concrètement au sein de la société d'aujourd'hui pour amener à celle de demain.

La solidarité internationale demeure nécessaire. Palestine, Ukraine, Soudan, et bien d'autres situations le rappellent. **Aussi importante soit-elle, elle n'est pas suffisante si l'objectif est une transformation sociale radicale.** A une très modeste échelle, le fait d'avoir au sein du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, des syndicats palestiniens, ukrainiens ou soudanais montre qu'il est possible de travailler ensemble à soutenir et organiser des résistances, des luttes, des alternatives. Dire et faire cela, ce n'est pas oublier la différence entre les situations de guerre, de massacres, de génocide et la démocratie fut-elle extrêmement « libérale ».

L'appel au droit international est récurrent face aux multiples agressions envers les peuples. S'il est bien compréhensible de recourir à cet outil, il est clair que la solution ne viendra pas des

Ne confondons pas les États, leurs gouvernements et les peuples

États-Nations dont le point commun est de se moquer éperdument de ces règles, dès lors que les intérêts de la classe dirigeante passent par cela ! Ne confondons pas les États, leurs gouvernements et les peuples ; solidaires des peuples russe, chinois, indien, égyptien, iranien, etc. (les BRICS+) pas de leurs régimes dictatoriaux !

L'actualité fait qu'on ne peut passer sous silence un point essentiel : notre internationalisme ne peut être discriminatoire. Soutien au peuple palestinien, soutien au peuple ukrainien ; indépendance de la Kanaky, indépendance de toutes les dernières colonies françaises.

Il peut paraître paradoxal que nos mouvements et nos luttes internationales soient si difficiles à mettre en œuvre, alors que la mondialisation s'est imposée, que les réseaux dits sociaux traversent les continents, que les moyens de transport ont évolué, etc. Sur le dernier point, il y a beaucoup à dire sur les conséquences écologiques ; le deuxième est à relativiser car nombre de régimes autoritaires coupent les réseaux selon leurs besoins ; quant au premier, sachant que sait que la liberté de circuler vaut bien plus pour les marchandises et l'argent que pour les personnes ! Cela dit, oui, nous sommes sur une planète grandement *mondialisée*. « Le socialisme dans un seul pays » date d'un siècle. Sans revenir ici sur la manière dont cela s'est traduit, le concept est erroné. Mais voilà qui ne simplifie pas le chemin pour y arriver ! Il y a plus simple ? Oui, s'accommoder, peu ou prou, de la société telle qu'elle est, renoncer à la transformer radicalement, accompagner le capitalisme. Alors, l'internationalisme ? On se repenche sur la question ?

● Christian Mahieux

SUITES DU DÉBAT DE L'ATELIER



© Cerises la coopérative

Pour **Yoletty Braccho** le campisme c'est une vision réductrice des rapports internationaux. Au Venezuela il y a un forte menace impérialiste, des forces militaires américaines se positionnent près des côtes du Venezuela sous pré-

texte de contrôle du trafic de drogues, mais Maduro pratique un anti-impérialisme de façade. Il a cédé des droits d'exploitation des réserves pétrolières à une entreprise américaine. On assiste à un renforcement des dynamiques autoritaires.

La crise économique au Venezuela liée aux contraintes imposées par les USA, pèse sur le peuple vénézuélien, et des manifestations populaires se sont déroulées suite aux résultats de l'élection présidentielle volée par Maduro qui réprime les classes populaires qui ont été favorables au chavisme.

Il y a une instrumentalisation de la menace impérialiste.

Verveine (Solidaires) remarque que des régimes s'affichent en solidarité avec la Palestine mais concrètement ce n'est pas ça. Ainsi la révolution syrienne contre Bachar qui était un soutien de la Palestine.

Germain (FSU, IPAM) est passionné par ce qui s'est passé en Amérique Latine, et propose de faire un bilan. Il poursuit : « Il n'y a plus de camp aujourd'hui. Et il n'y aura pas de révolution s'il y a attente d'un chef ». Et d'inviter à faire des lien entre diaspora russe et diaspora ukrainienne.

Linda (Solidaires) s'interroge. Doit-on hiérarchiser les impérialismes ? L'identification au peuple palestinien, c'est aussi l'identification aux processus de colonisation. Il y a 2 générations internationalistes. Reprenons la formulation du colonialisme, articulons avec les questions de genre et de classe. Amplifions les dynamiques internationalistes.

Jean Claude Mamet (Syndicollectif) pense nécessaire de débattre des questions d'armement. Ne doit-on pas penser une force d'interposition en Ukraine ? Le concept de Paix brouille le problème du campisme.

Pour **Sharon Weill** les luttes doivent avoir la possibilité d'une visée alternative, il faut arrêter les violences en créant des liens avec les organisations israéliennes de paix.

Stefan Bekier revient sur 68 en Pologne. Le 23 août Castro, pour nous c'est la douche froide. Pour nous l'opposition démocratique en Pologne, lors d'un meeting de 5000 personnes, on a été traités d'opposants au camp progressiste.

Le PCF avait relayé la propagande : les soulèvements œuvre de l'impérialisme, propagande du Kremlin...

Olga est russe. Pour elle la question de la diaspora est importante. Elle se sent abandonnée par la gauche. Même si c'est compliqué, elle a organisé des rencontres avec des camarades ukrainiens, à l'occasion desquelles il a été décidé d'écrire aux prisonniers russes et ukrainiens.

Vincent Gay (Attac) a participé au festival les Résistantes, où le collectif Guerre à la guerre prône un antimilitarisme radical. Il n'y a pas de consensus dans ce mouvement sur l'Ukraine. C'est plus facile de soutenir la Palestine puisqu'ils n'ont pas d'Etat, et ils ne parlent pas de colonialisme à propos de l'Ukraine.

Sonia (UJPF) considère qu'il est important de créer des liens avec des groupes israéliens, mais la position sur le colonialisme n'est pas claire pour de nombreux groupes. La société juive américaine a beaucoup évolué.

Anne rappelle les événements de 81 avec Solidarnosc. Les peuples qui sortaient de la domination soviétique pouvaient avoir envie du soutien américain et de l'OTAN. Aujourd'hui des sujets transversaux permettent de dépasser les contradictions.

Camarade guadeloupéen

Ma boussole ce sont les droits de l'homme, les rapports Nord/Sud. Sur la Palestine, la colonisation est reconnue, mais sur l'Ukraine les représentations c'est plutôt : Poutine a raison, l'OTAN est responsable.

Pour **Yoletty**, la Paix implique la démocratie. Que deviennent les gauches qui gouvernent ? Il y a eu échec des expériences latino-américaines. Mais la solution ce n'est pas seulement la solidarité par en bas. On a besoin d'une gauche qui veut gouverner. En Bolivie il n'y a que deux solutions de droite aux prochaines élections.

Bertrand ressent le besoin de formation et d'informations. Les thèmes se développent dans le monde entier, les mouvements parlant des droits sociaux, économiques, le mouvement féministe est très important. En Russie les mouvements anti-guerre ce sont les mouvements féministes. Le monde est chez nous.

Pierre pense que nous avons besoin de désétatiser nos réflexions. Les Peuples sont de toutes façons solidaires les uns des autres. Quand un peuple est touché, les autres le sont aussi. Y compris cela fonction dans le sens positif : le phénomène d'Occupation des places s'est internationalisé. Assumons le rapport de classe. ●



COMMENT ABORDER DES SUJETS DIFFICILES

Katya Gritseva, artiste ukrainienne, socialiste, poétesse, militante syndicale étudiante au syndicat Priama Diia, née à Marioupol dans une famille ouvrière.

Comment parler de choses graves. Chaque jour, quelqu'un meurt. Des roquettes volent, nous sommes privés de sommeil. Nous sommes des militants. Nous nous jetons dans la lutte sociale parce que nous pensons que c'est important. Mais aussi parce que nous ne voulons pas penser uniquement à la guerre. Pourtant, il est impossible de ne pas y penser. Parce que chaque jour, quelqu'un meurt : des amis, d'anciens camarades de classe, des proches. Chaque jour, quelqu'un part à la guerre, quelqu'un perd sa maison, sa ville, sa région. La mer, les champs, la forêt. Qui sera le prochain et que va-t-il se passer ensuite ? Des camarades partent à la guerre, ils changent, on a du mal à les reconnaître. Quelqu'un passe à côté de vous et le bruit de ses pas vous irrite. Le moindre bruit retentissant vous oblige à vous cacher.

Chaque jour, tout change : combien de temps pouvons-nous encore tenir ? Certains sont déjà brisés, d'autres le seront demain. Quand atteindrez-vous votre limite personnelle ? J'ai besoin et envie de parler de la lutte sociale des mouvements progressistes en Ukraine. **Mais le fait est que je ne peux pas en parler sans évoquer la guerre, et j'aimerais un jour pouvoir avoir cette perspective, mais tant que l'impérialisme russe existera, le traumatisme ne pourra pas disparaître. Je ne serais pas libre de m'exprimer complètement.**

Trois ans de guerre. Et chacun a accumulé de nombreuses histoires. Lorsque je raconte la mienne, les gens ont tendance

à me plaindre et à me dire que je suis forte. Lorsque j'écoute les histoires des autres, j'ai envie de les plaindre et de leur dire qu'ils sont forts. Il y a toujours quelqu'un dont l'histoire est plus effrayante et plus terrible. En écoutant mes camarades palestiniens, j'ai été choquée d'apprendre que ce qui n'a duré que quelques mois à Marioupol – le blocus, la faim, les bombardements constants – dure déjà depuis un an en Cisjordanie. Ma ville, Marioupol, est actuellement occupée, soumise à une propagande russe constante et à l'exploitation. La ville a été détruite, mais au moins, elle n'est plus bombardée. Les soldats russes violent les femmes qui y résident, les hommes d'affaires russes bafouent les droits des travailleurs, parler sa propre langue est un crime. Mais au moins, ma mère a de l'électricité et de l'eau. Quel sens a la pitié et qu'est-ce qu'un véritable soutien ? Comment mettre fin à toutes les guerres ? Ce sont des questions trop complexes qui, en tant que militant social en Ukraine, ne m'aident pas vraiment à agir. Il y a une frustration totale et l'impossibilité de se souvenir de ce que signifie la stabilité. **Mais il est nécessaire de continuer à avancer et d'apporter notre petite contribution à la cause commune.**

Nous devons rester humanistes, mais pour cela, nous devons toujours rester curieux et garder foi en l'être humain. Être progressiste, c'est cultiver la compréhension des autres ou prouver que nous sommes meilleurs qu'eux, que nous savons mieux qu'eux ? Je suis souvent déçue par les gens de mon pays, mais je veux les comprendre, je veux les soutenir lorsqu'ils font des pas vers la démocratie et la justice sociale.

En juillet dernier, nous avons été témoins de manifestations spontanées massives contre une loi interdisant les institutions anticorruption. Nous avons eu le sentiment qu'un événement important, inattendu et passionnant était en train de se produire. En France, nous sommes habitués à de tels bouleversements, mais en Ukraine, même avant que la population et les rues ne soient épuisées par la guerre, les manifestations de masse étaient rares. Et pourtant, dans plusieurs grandes villes, les citoyens sont descendus dans la rue, unis contre cette loi controversée.

Nous n'avions aucune illusion sur cette manifestation, qui était en fait assez libérale, mais pour mes camarades, il était essentiel de s'y joindre et d'y injecter un programme social. Nous avons été agréablement surpris de voir que les gens étaient capables de se mobiliser même en temps de guerre. **Nous apprenons seulement à redonner le contrôle des processus qui se déroulent dans le pays au peuple, aux exploités et aux opprimés. La guerre a créé la nécessité d'agir différemment, d'être inventifs et attentifs.** Nous ne cherchons pas à attirer toute l'attention sur nous, mais nous sommes devenus plus attentifs à nos sœurs dans le malheur, aux pays qui souffrent également des ambitions impérialistes.

Dans différentes régions du monde, des personnes continuent de s'entre-tuer pour des ressources. Nous n'avons pas beaucoup évolué depuis le Moyen Âge, si ce n'est que les armes sont désormais plus terrifiantes et invisibles. **Le concept de décolonialisme est devenu naturel pour beaucoup, même s'ils ne connaissent pas encore ce mot ou n'ont pas lu Fanon.** Cependant, comment élargir et approfondir les revendications sociales ? La grande majorité des citoyens ukrainiens ont un besoin urgent de soutien social. Beaucoup ont appris à se soutenir mutuellement, à partager leurs ressources, à organiser des activités publiques. En 2024, le premier syndicat de locataires a été fondé ; en 2023, nous avons relancé le syndicat étudiant Priama Diia, ce qui a en fait signifié la création d'un mouvement étudiant de gauche à partir de zéro ; en 2022, des « collectifs de solidarité » ont commencé à se former, un réseau de soutien aux soldats anti-autoritaires.

La médecine, l'éducation, les transports publics et d'autres infrastructures sont constamment soumis à la double frappe des missiles russes et des réformes néolibérales. Un recteur d'université, un propriétaire d'usine, un ministre, un directeur : tous justifient leurs actions antisociales par la guerre. « Nous n'avons pas d'argent, nous sommes en guerre, taisez-vous, nous sommes en guerre. » Les conflits de classe s'intensifient, et la chose la plus stupide dans notre situation serait de rester les bras croisés à attendre une révolution, de donner des leçons de morale. **Notre avenir et notre capacité à survivre dépendent directement de notre capacité à unir les gens malgré leur atomisation pathologique, de notre capacité à développer des initiatives citoyennes.**

Nous n'avons pas besoin de pitié, mais de compréhension et de respect. Nous avons besoin d'un dialogue direct. Nous



© Cerises la coopérative

Nous avons besoin d'un dialogue direct.

avons besoin d'être entendus. Cependant, nous avons également beaucoup à apprendre : mieux écouter les autres peuples opprimés, cultiver notre curiosité. La catastrophe provoquée par la Russie est horrible et doit être stoppée, mais en même temps, quelque chose de véritablement nouveau est en train de naître et de se développer dans les vides qu'elle a créés, dans les blessures qu'elle a exacerbées.

En tant que mouvement de jeunesse, nous recherchons de nouvelles formes d'organisation des masses. Nous devons comprendre comment développer un mouvement libre de toute tendance capitaliste, patriarcale, autoritaire et exploiteuse, et l'utiliser pour avancer vers une société libre et égalitaire. L'activisme étudiant n'est que l'une des premières étapes vers la création d'une culture de l'engagement. En deux ans et demi d'existence, nous avons uni et rallié de nombreux jeunes à des idées progressistes ; nous sommes devenus l'un des mouvements les plus visibles et les plus importants d'Ukraine. Nous acquérons de plus en plus d'expérience, nous apprenons de nos erreurs et de nos victoires, mais ce qui est également important, c'est que **nous essayons d'établir des liens solides avec des mouvements similaires en Pologne, en Géorgie, en Serbie, en France et dans d'autres pays, car nous savons que notre lutte est mondiale.**

Je suis heureuse d'avoir été invitée dans cette université. Chacun d'entre vous peut discuter avec moi, débattre, argumenter. Vous pouvez être en désaccord et garder votre propre opinion, vous n'êtes pas obligé d'adopter ma position. Mais je vous invite à trouver en vous l'intérêt et la curiosité sincère pour ce qui se passe dans mon pays. Venez me parler.

UEMSS, Bordeaux, 23 août 2025.

● **Katya Gritseva**



©Cerises la coopérative

SERBIE : BACKSLASH ¹ ?

Depuis plus de 9 mois, suite à l'effondrement de l'auvent de la gare de Novi Sad, le 1^{er} novembre 2024 faisant 15 victimes, un profond mouvement de contestation du pouvoir en place agite la Serbie. Initié par les étudiants qui ont occupé les universités et installé un vaste mouvement d'auto-organisation dans leurs murs, la révolte a gagné l'ensemble de la société notamment les salariés et leurs syndicats qui ont rallié le mouvement étudiant.

Parmi les acteurs en pointe, citons le Front Social qui est une initiative étudiante visant à mettre en réseau les étudiants en grève et les travailleurs, syndiqués et non syndiqués, ainsi que tous les autres groupes de travailleurs et de citoyens et qui lutte contre la privatisation de la plus importante compagnie d'énergie de Serbie EPS. « Ils ont démantelé le système, des entreprises clés ont été privatisées, les travailleurs subissent des pressions et des licenciements. Avec cette politique, notre système énergétique est plus que menacé » explique le Front social qui multiplie assemblées générales et manifestations. Les revendications des travailleurs de cette entreprise sont le retour d'EPS à la forme d'entreprise publique - « car seul ce statut protège l'intérêt public, la fin immédiate de la répression et la réintégration des travailleurs qui ont été licenciés à cause de leurs opinions, le droit des travailleurs à avoir leur mot à dire dans le processus d'introduction des énergies

renouvelables et de préservation des emplois » ajoute le Front social.

Le pouvoir tétanisé pendant plusieurs mois par cette contestation multiforme tente aujourd'hui de reprendre la main par la répression.

Les étudiants sont violemment expulsés des universités qu'ils occupent, des syndicalistes sont licenciés, et des groupes d'individus masqués attaquent matraques à la main les manifestants en coordination avec les forces de police. De violents heurts se sont également produits avec la police notamment devant les universités. Le pouvoir espère ainsi éteindre le feu de la contestation avec ses bandes armées.

Cependant, au bout de neuf mois d'assemblées générales, de débats, d'occupations diverses et surtout d'expériences d'auto-organisation démocratique, il est peu probable que l'éteignoir de la répression vient à bout de la fièvre serbe.

Cependant alors que le mouvement étudiant, lucide et courageux, déclarait il y a quelques mois, ne pas vouloir diriger le mouvement de contestation et appelait la population à prendre son destin en main par une auto-organisation généralisée, la question des perspectives politiques restent en suspens. Le plénum étudiant de la Faculté de philosophie de Belgrade vient de demander « des élections, car nous avons la conviction qu'il est nécessaire de rendre la souveraineté aux mains de tous les citoyens de l'État de Serbie, qui ne peuvent permettre la libération et le fonctionnement indépendant de toutes les institutions de l'État que par des moyens démocratiques. »

Un début de réponse ? Mais reste à savoir qui seront les candidats au pouvoir et sur quel programme. Les partis d'opposition installés sont d'ores et déjà discrédités.

● Patrick Le Tréhondat

1. Mot nouveau signifie retour de bâtons



© Cerises la coopérative

DU MONDIAL À L'INTERMONDIAL

« Le » monde au singulier a longtemps été compris comme « univers » ou comme « tout », mais ce sens est aujourd'hui épuisé et sans portée pratique. Au cours du XX^e siècle s'affirma l'idée de l'international non sans présupposer l'unicité du monde comme marché mondial : l'Internationale se fondait sur ce mondial-là compris comme fait économique. Parler aujourd'hui « du » monde c'est de notre monde, c'est-à-dire de la Terre. Celle-ci n'est pas réductible au globe physique. Son unicité et sa singularité résultent d'une histoire qui est celle de la vie, dont nous sommes issus et à laquelle nous appartenons en vertu de notre condition de terrestres. Cependant, le fait dont il nous faut partir est celui d'un monde terrestre profondément et irréductiblement divisé selon des lignes d'affrontement. Il en découle que la politique doit être envisagée non comme « un art de la composition et du vivre-ensemble » mais redéfinie « comme conflit de mondes opposant des manières incompatibles d'entrer en relation avec les autres hommes et avec les autres vivants.¹

En effet, un monde c'est un certain agencement de pratiques qui enga-

1. Léna Balaud et Antoine Chopot, *Nous ne sommes pas seuls*, Seuil, p. 107 (nous soulignons).

gent des rapports avec les autres humains et avec les autres vivants. Ce qui est en cause, c'est donc la relation des différentes manières de faire monde entre elles, en tant qu'elles sont hétérogènes. L'immense avantage de la formule zapatiste : « un monde où il y ait place pour de nombreux mondes » tient à ce qu'elle affirme qu'il faut construire un monde terrestre tel qu'il fasse place en son sein à de nombreux mondes, ce qui implique que ces mondes fassent place les uns aux autres. D'où cette conséquence négative : « Dans l'écologie des mondes multiples, il n'y a pas de place pour les mondes qui ne font pas place aux autres mondes »².

Ce qui est en cause c'est la relation d'un monde aux autres mondes qui est signifiée par le « faire place ». Relation d'incompatibilité ou de compatibilité ? Tel est le fond de la question. Il est seulement question de compatibilité des mondes actuels ou en formation, relativement à un critère qui n'est autre que celui de l'habitabilité de la Terre. **Le monde dominant tend au monocosmisme, et c'est pourquoi il est incompatible avec la multiplicité des mondes. A**

2. J. Baschet, *Basculements Mondes émergents, possibles désirables*, La Découverte, 2021, p. 173.

l'inverse, les « nombreux mondes » dont parle la formule zapatiste sont des mondes compatibles entre eux.

Généralement, la compatibilité se définit par l'aptitude à exister ensemble ou simultanément, c'est-à-dire par la non-exclusion. Mais « compatible » est dérivé étymologiquement du radical compati, « souffrir avec » : les mondes compatibles entre eux car habitables par tous les vivants ne font donc pas que coexister extérieurement, ils pâtissent les uns des autres et c'est précisément par là qu'ils ouvrent la voie à un monde terrestre commun. Ce qui est en jeu ce n'est pas le fait de subir d'une manière passive l'action des autres mondes, c'est le fait de mettre à l'épreuve une capacité de se laisser altérer par les autres qui est une disposition éthique et politique. **Notre horizon n'est plus celui de l'international compris comme relation d'interdépendance des nations, il est celui l'intermondial³ compris comme relation d'altération réciproque des mondes entre eux.**

● Pierre Dardot

3. Nous prolongeons à notre manière ce qui a inspiré l'idée d'une « intermondiale » lancée par la revue *Terrestres* <https://www.terrestres.org/2024/04/12/pour-un-conseil-diplomatique-des-bassins-versants/>



L'ÉTAT-NATION EN QUESTION

Les enjeux vitaux que sont la protection du vivant, la santé mondiale, la sécurité collective, la régulation des multinationales et de la finance mondialisées, appellent des réponses politiques planétaires.

Déjà, la conscience grandit d'une commune appartenance à un monde unique et avec elle, un « humanisme des interdépendances » inspirant des normes juridiques de portée universelle : Après « Les droits de l'homme » et les « crimes contre « l'humanité » consacrant l'égalité humaine face aux formes de déshumanisation, sont apparus les « biens communs » et le « Patrimoine commun de l'humanité » actant un principe de solidarité planétaire ainsi que les « droit du vivant » reconnaissant l'importance des relations entre les humains et les vivants non humains.

Cette *Mondialité ouvre* les potentialités « *d'un monde interdépendant, connecté, d'échanges, où les différences demeurent et sont une chance* » (E Glissant). Mireille Delmas Marty¹ résume ce que pourraient être les responsabilités humaines à l'échelle mondiale : « *tous différents, tous interdépendants, tous solidaires* ».

Mais les États-nations sont devenus des obstacles à ce processus d'institution de « communs » à l'échelle planétaire et à « l'universalisation » du droit international : *Décisions des COP non appliquées. Détricotage normes environnementales, Surarmement et acceptation du génocide à Gaza, abandon des programmes internationaux de santé publique et de solidarité...* L'ancien ordre mondial se décompose et laisse le champ libre à des pays défendant les intérêts de plus en plus concurrentiels du capital mondialisé. Le droit international, fondé sur la primauté du principe de souveraineté

1. Manifeste pour une mondialité apaisée 2017.

Ils recréent le lien politique par le bas en instituant des formes d'autogouvernement.

de l'État-nation ne peut pas les contraindre à respecter leurs engagements et s'en trouve décrédibilisé.

Création institutionnelle à l'origine, l'État-nation est devenu avec la Révolution française, la Résistance et la décolonisation, un espace de souveraineté populaire. **Mais Peuple et Nation ont été abusivement confondus avec l'État dont le pouvoir est distinct de l'agir populaire.** Le mouvement ouvrier et démocratique qui s'est coulé dans ce moule institutionnel peine à répondre aux enjeux planétaires et à revivifier l'internationalisme des origines.

A l'aube du 21^{ème} siècle, des mouvements sociaux, conscients de l'épuisement des institutions de l'État-nation, cherchent à « dépasser » le cadre inter-étatique en instituant des droits de portée universelle au sein même des nations. Au Chili, un soulèvement populaire (2019/ 2022) inscrit dans le projet de Constitution des droits pour le vivant non humain ainsi que la pluri-nationalité qui instaure des droits politiques pour les peuples autochtones.

A l'instar des mouvements zapatiste et du Rojava, du mouvement des Places, du communalisme espagnol, des soulèvements populaires Argentin et Serbe, des Gilets Jaunes, de la nouvelle vague féministe, des ZAD et des écologistes, ces mouvements n'obéissent plus au schéma traditionnel de centralisation organisationnelle et idéologique, rejettent le délégataire et le partidaire et ne cherchent plus à s'emparer de l'état central. Ils recréent le lien politique par le bas en instituant des formes d'autogouvernement. **Il s'agit de se demander si ces pratiques ne contiennent pas les germes d'un autre monde et quelle part nous pouvons prendre à sa construction.**

● Josiane Zarka

DEVENIR MONDE DE L'HUMAIN, DEVENIR HUMAIN DU MONDE

« L'homme fait monde en se faisant lui-même et se fait lui-même en faisant monde. »

Vere Gordon-Child

La planète unique et aux ressources finies a vu l'émergence miraculeuse d'une vie organique à partir du minérale inerte. Les vivants ont fait mondes en l'habitant. L'humain, par l'échelle quantitative, qualitative et l'accumulation de ses actions, a fini par impacter le devenir planétaire lui-même. L'Anthropocène est devenue notre condition : horizon fermé, catastrophique d'effondrement et d'extinction du Capitalocène, ou horizon durable à inventer de cohabitation avec tous les vivants et respectueux des limites planétaires : le Symbiocène.

La mondialisation c'est les processus humains étendant leur propre devenir monde, et imposant le devenir humain des autres mondes, dès les migrations originelles. **L'histoire de l'humanité est faite de mondialisations croissantes, constitutives des communautés, sociétés, sédentarisation, voyages et échanges.** Celles imposées/subies des grands empires ont pris une autre dimension avec le capitalisme, son devenir planétaire par colonisations et impérialisme, jusqu'à son stade actuel après deux guerres mondiales du néolibéralisme.

Toute rupture de repli est illusoire face aux interconnexions de profits, d'exploitations, d'extractions. Seules d'autres interrelations, interactions et interdépendances, mutuellement avantageuses, préservant la pluralité des mondes vivants et des cultures et civilisations humaines peuvent être sources d'alternatives locales et planétaires désirables, souhaitables et durables.

Cela exige l'instauration inaugurale d'une véritable culture de paix partagée, contre les logiques de domination, violence, confrontation et guerre. Outre les



© Cerises la coopérative

La condition transnationale des humains c'est la maîtrise en commun du devenir planétaire comme de leur propre et inévitable devenir en commun.

budgets militaires colossaux à mobiliser pour le bien être et le bien vivre ensemble des humains en harmonie avec les autres vivants, un partage solidaire de ressources indispensables à tous les peuples et à la planète appelle l'horizon durable de relations apaisées.

Des modes inédites de régulations de la vie en commun, son organisation et sa sécurité dans une chaîne ininterrompue du local au mondial peuvent induire la fin de l'État-nation, cadre exclusif d'existence et de subsistance des peuples, et de la souveraineté régaliennne par l'État de droit. La condition transnationale des humains c'est la maîtrise en commun du devenir planétaire comme de leur propre et inévitable devenir en commun. Plutôt que des séparatives exclusives, les frontières deviendraient des seuils de voisinage des singularités hospitalières, d'échanges égaux et de fertilisations réciproques. La complémentarité des diversités évite à toute culture et société sa lente agonie par la fermeture ou sa dissolution dans l'uniformité planétaire.

Le droit de chaque vie humaine au bonheur, émancipation, et épanouissement appelle à passer d'une coexistence conflictuelle avec les autres vivants à une cohabitation vertueuse consciente de nos fragilités d'humains, de la vulnérabilité des vivants et d'un destin commun inexorable. Et aussi de prendre soin, réparer, renouveler, l'ensemble des biens communs mondiaux, conditions concrètes d'une vie partagée par une appropriation sociale aussi soucieuse de ses fins et moyens que des sphères écologiques inappropriables. **Cela induit un respect de la spécificité de chaque lutte dans ses objectifs et formes, et un souci de les relier ensemble, les fédérer et mutualiser en des résistances créatrices, destituantes, constituantes et instituantes.**

L'urgence des impératifs planétaires, invite à une gouvernentalité transnationale fondant le droit à l'autonomie et le devoir de coopération de peuples égaux, le droit à la subsistance pour chacun par le devoir de solidarité de tous. Et ainsi éviter tant la fragmentation et divisions mortifères actuelles où une poignée d'États et acteurs économiques dominant l'immense majorité, que le spectre d'un État mondial antinomique à la démocratie.

● Makan Rafatdjou



©Cerises la coopérative



DISPUTER LE POUVOIR AUX ULTRA-RICHES

Pour affronter le capital mondialisé en crise, la solidarité internationale n'est pas suffisante. Le mouvement ouvrier et démocratique doit imaginer une autre mondialité, pour et par les peuples, remettant en cause le pouvoir des ultra-riches.

Ces derniers sont bien servis par les institutions mondiales et les États-nations qui accompagnent la concentration capitaliste qui franchit une nouvelle étape avec le poids croissant des grandes familles et les fonds de placement.

La France participe pleinement à cette évolution : elle est le troisième pays du monde comptant le plus de millionnaires selon la banque suisse UBS. Derrière les États Unis et la Chine.

Pas mal pour un pays dont on nous dit qu'il est champion du monde de l'impôt et des prélèvements sociaux. Tous n'ont donc pas pris la fuite...

Mais ce n'est pas si simple, un sondage réalisé pour le mouvement Proud to pay more (fier de payer plus) indique que 74% des millionnaires des pays du G20 sont favorables à l'augmentation des impôts sur la fortune pour aider à faire face à la crise du coût de la vie et à améliorer les services publics.

On retrouve parmi les signataires de la tribune du mouvement Proud to pay more l'héritière Abigail Disney, les acteurs bri-

tanniques Brian Cos, Simon Pegg, Richard Curtis etc. Leur texte : « Notre demande est simple : nous vous demandons de nous taxer, nous les plus riches de la société ».

Le sentiment que ce système, où la fortune des milliardaires à travers le monde croît de 5.7 milliards de dollars par jour, ne peut plus durer est largement partagé, même par des millionnaires inquiets pour l'avenir.

Dans le même sondage, 72% d'entre eux pensent que « l'extrême richesse contribue à acheter de l'influence politique ».

C'est que pour les ultra riches, l'accumulation de richesse n'est plus un objectif de meilleures conditions de vie mais de puissance, de pouvoir, elle devient une fuite en avant obligatoire dans ce monde capitaliste mondialisé où la rémunération maximale et immédiate du capital est l'unique boussole.

Selon une étude Euronex, les grandes familles (Arnault, Hermès et Bettencourt Meyers...) détiennent plus de 21% des capitaux du Cac 40. Les fonds d'investissement, emmenés par les Américains Black Rock, Vaugard et Capital groupe, possèdent eux plus de 25% des capitaux du Cac 40, une pénétration qui s'accélère. La même étude indique que 33% des actionnaires ne sont pas identifiés compte tenu du manque de traçabilité et de la volatilité des capitaux et des règles de secret des affaires !

Tous n'ont donc pas pris la fuite...

Les fonds d'investissement ont largement de quoi imposer leur loi sur les marchés par la puissance des capitaux qu'ils gèrent, dont les mouvements sont scrutés par la masse des traders à l'affût du meilleur rendement pour les actionnaires.

Leur leader Black Rock ne se contente pas de gérer plus de 11 500 milliards d'actifs. Il a mis en place une véritable armée de conseillers lobbyistes que l'on retrouve dans tous les couloirs des grandes administrations et auprès de nombre de dirigeants du monde politique et des affaires qu'ils « conseillent ». Son patron vient d'être porté à la tête du forum de Davos. Plus qu'un symbole, l'affirmation d'un pouvoir.

Un pouvoir pour capter le plus possible de la richesse produite par le travail (valeur ajoutée) et permettre aux ultra-riches d'accumuler du capital, ce qui nourrit la financiarisation de l'économie, la spéculation et aussi l'évasion fiscale...

Et cette captation détourne d'énormes moyens au profit de quelques-uns, moyens qui manquent à la production de biens et services pour satisfaire les besoins réels non consuméristes des populations.

Il est donc légitime, utile et possible de taxer les ultra-riches, c'est une revendication politique que les luttes sociales devraient prendre en compte.

Il est tout aussi légitime que les producteurs de richesses disputent partout dans le monde le pouvoir des ultra-riches pour que leur travail bénéficie pleinement à toutes et à tous.

● Alain Lacombe



Les assistés ne sont pas ceux qu'on dit

Contrairement au récit dominant, les grandes entreprises ne sont pas étranglées financièrement par les États, mais en sont les bénéficiaires privilégiés. Parallèlement, ce qu'on appelle « l'État social » devient la portion congrue. **C'est particulièrement vrai en France mais le phénomène tend à devenir mondial.**

La dépendance du capital aux finances publiques s'est considérablement renforcée depuis les crises de 2008 et 2020. Une étude de la revue *Economy & Society* (Juin 2025) évoque un « *capitalisme d'État* » qui vole au secours du système en difficulté, peinant à assurer un rythme d'accumulation croissant.

Loin des idées reçues, « *Le fordisme était une période de haut investissement des entreprises et de faible soutien public, tandis que le régime d'accumulation financiarisée va de pair avec un faible investissement et un fort soutien public* ».

Sur les trois dernières décennies, plusieurs éléments illustrent ce processus : En France, ce n'est pas la croissance des dépenses publiques qui prive le budget de recettes, mais bien celle des aides aux grandes entreprises. Ces aides constituent le premier budget de l'État (211 MD en 2023), et augmentent 3 fois plus vite que les aides sociales et que le PIB !

Depuis l'étatisation de la Sécurité sociale en 1993, la contribution des employeurs baisse de 35 % (exonérations de cotisations). Elle est compensée par celle des contribuables (CSG) qui passent de 2 % à 30 %.

Enfin, la « dette publique » permet d'enrichir le capital financier. Au début des années 1990, avec Maastricht, les États européens renoncent définitivement à leurs pouvoirs de créer et de maîtriser la monnaie et sont contraints d'emprunter sur les marchés financiers.

● **Josiane Zarka**

SOMMET DES BRICS À RIO : SANS LE DOLLAR, UN DÉBUT...

Majoritairement la presse française a fait mine de s'étonner de l'absence de Vladimir Poutine à ce sommet des BRICS comme seul intérêt de cet événement et pourtant ...

Réunis à Rio, les BRICS ont adopté une déclaration soulignant l'élargissement du groupe à de nouveaux membres et partenaires. Le congrès a été l'occasion de lancer plusieurs initiatives conjointes sur le climat, la santé, l'intelligence artificielle et la sécurité spatiale, en ne manquant pas d'affirmer fermement sa détermination à refonder la gouvernance mondiale autour des priorités du Sud global.

Dans nombre de milieux alternatifs il est courant de faire part de défiance à partir de la présence d'États peu recommandables. Certes, encore que l'absence de Poutine et de Xi Jinping soit un signe, mais surtout, les BRICS rendent de façon visiblement mondiale l'aspiration à se dégager de l'emprise du dollar et de l'impérialisme. Ce 17^{ème} sommet annuel des BRICS a notamment adopté un document majeur de 126 points entérinant l'élargissement du groupe, la refonte des mécanismes multilatéraux et de nouvelles initiatives dans les domaines monétaire, sécuritaire, climatique et technologique. En outre, le sommet a été marqué par l'intégration officielle de l'Indonésie comme sixième membre permanent du groupe, et l'admission de 11 nouveaux pays partenaires, dont le Nigeria, le Kazakhstan, le Vietnam et Cuba. Cette expansion vise à renforcer le poids du groupe, qui ambitionne désormais de représenter 45 % de la population mondiale et 37 % du PIB global.

Ce sommet a mis en place des réformes institutionnelles et une architecture fi-

nançière alternative. Là encore, on peut dégager des limites, il n'empêche que les BRICS ont réitéré leur exigence de réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, avec des sièges permanents pour l'Afrique et l'Amérique latine, ainsi qu'une révision des règles de gouvernance du FMI, où ils demandent une augmentation de 5 % des quotas pour les pays émergents.

Mais, moment majeur du sommet, la Nouvelle Banque de Développement (NDB) est renforcée, tout comme le Contingent Reserve Arrangement, désormais porté à 300 milliards de dollars. **Mais surtout, un pas fondamental est franchi, vers un système de paiements indépendant du dollar, avec l'adoption du protocole BRICS-Pay pour les transactions en monnaies locales. Brics-Pay sera basé sur les monnaies locales des pays qui l'utiliseront, ce qui éliminera le besoin de dollar pour des centaines de millions de personnes et évitera de coûteux frais de change. Fort de cette accessibilité au plus grand**



© Cerises la coopérative

nombre, il pourrait trouver rapidement sa place dans les foyers des utilisateurs en remettant même en cause les systèmes bancaires des pays qui l'adopterait !

Agriculture, une Bourse des céréales des BRICS est lancée, couplée à un mécanisme commun de stockage stratégique répondant aux urgences alimentaires. Quant au climat, à la transition énergétique et aux minerais critiques, les BRICS ont adopté une feuille de route énergétique 2025–2030 intégrant énergies renouvelables et hydrocarbures,

annonçant par ailleurs un fonds climat de 20 milliards de dollars, prévoyant une cartographie commune des ressources minières critiques.

Technologies et défense, le sommet a adopté d'une charte éthique sur l'intelligence artificielle, la mise à l'étude d'un réseau sous-marin de câbles BRICS, et le lancement d'un programme spatial conjoint. Sécurité, le sommet a approuvé la création d'un groupe antiterroriste, avec base de données sur les combattants étrangers, et memorandum de cybersécurité.

Bien sûr, le sommet annuel des Brics n'est pas un moment révolutionnaire, mais faudrait-il pour autant être inattentifs à la volonté des Brics, dans un contexte géopolitique tendu, de réaffirmer le rôle croissant des pays du Sud et leur ambition de peser davantage dans les équilibres internationaux, commençant, pour une part certes, mais sans attendre, d'échapper au dollar.

● Catherine Destom



Utopiques V : Le nouvel esprit utopique

Grand penseur de l'émancipation et de la critique des dominations par un effort permanent pour imaginer de nouvelles voies et pratiques de libération, dans une filiation certaine avec le courant révolutionnaire et libertaire, M. Abensour a été aussi un très important introducteur en France d'œuvres importantes d'auteurs majeurs de la pensée critique dans sa collection « critique de la politique ». Son premier manifeste (Payot 1976) appelle à distinguer la domination politique et l'exploitation économique, persévérer dans une critique sociale des dominations sous toutes leurs formes, et scruter les mouvements sociaux qui en attaquent les structures. Le second manifeste (Kliencksieck 2016) accentue la distinction entre le politique et l'étatique, et la nécessité de l'utopie contre l'ordre établi.

Dans la collection qui regroupe la majeure partie de ses propres œuvres, sur des auteurs (La Boétie, A. Blanqui, W. Benjamin, P. Clastre...) ou sur ses thématiques de prédilection, vient d'être publiée – enfin – sa thèse d'État dont le titre résolument bachelardien situe bien l'écriture dans les années soixante. C'est entre autre contre l'orthodoxie communiste et une certaine vulgate marxiste mortifère qu'il est procédé ici à une magistrale généalogie de toutes les sources singulières qui ont nourri tous les courants déployant l'utopie révolutionnaire comme possibilité d'une transformation concrète de l'existant et de l'invention d'un nouveau monde.

● Makan Rafatdjou

Utopiques V : Le nouvel esprit utopique, Miguel ABENSOUR, Sens & Tonka, 2024, 637 p., 33 €



La démocratie au quotidien

Le directeur de l'association des maires ruraux de France (AMRF) commet ici un plaidoyer pour l'engagement et la ruralité. Il rappelle opportunément, en ces temps de massacres budgétaires et de « rationalisation » de l'action publique, que le monde rural, les ruralités, représentent une réalité conséquente en France. Une très grande majorité des maires dirigent ces communes, avec des moyens fort limités. Les évolutions récentes, le « statut de l'élu » ne corrigent qu'à la marge une disproportion considérable avec les villes. Les petites communes forment le gros bataillon de « la France de partout » (terme préféré à la France « d'en bas »)... Elles n'en sont pas moins les parents pauvres de la République. L'auteur relève combien le rural est mésestimé. Et combien la ruralité (plurielle) mérite d'être valorisée. Elle constitue une proximité indispensable et réclamée.

Ce plaidoyer pour le rural n'échappe pas à quelques embardées : « la ruralité centre du monde » ? Creuset du mouvement des Gilets Jaunes, de mobilisations agricoles vivaces, et aussi du vote RN, le rural peut-il se faire respecter en s'opposant à d'autres territoires ? Les quartiers populaires sont par bien des aspects plus maltraités encore. Nous n'avons pas besoin qu'une domination en remplace une autre.

On retiendra la pertinence de cet éloge de l'engagement, de ces communes où se fonde du vivre ensemble, où s'expérimente du collectif, où se bâtissent une société et le sentiment d'appartenance.

Un petit livre engagé, enthousiaste, utile.

● Patrick Vassallo

Cédric Szabo, *La démocratie du quotidien*, Éditions de l'Aube, 2025, 118 p., 15€



La société de projet

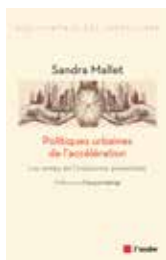
« Ce qui distingue le plus mauvais architecte de l'abeille la plus experte, c'est qu'il a construit la cellule dans sa tête *avant* de la construire dans la ruche. Le résultat auquel le travail aboutit pré-existe dans la tête du travailleur » K. Marx Pas de sujet sans projet. Toute vie est tendue vers un avenir pour sa survie, développement ou épanouissement, appelée à faire advenir une nécessité ou un désir, et obligée de penser au préalable les cohérences et conditions de possibilité à court, moyen ou long terme. Quel que soit le but (produit, œuvre, tâche, relation...), toute action fait advenir un pas-encore-là. Et selon son ampleur et sa complexité, l'échelle de ce temps différé ouvre à plus ou moins d'inconnus. Pro-jeter, c'est un processus évolutif d'ajustements successifs par la levée progressive des incertitudes.

Le rapt néolibéral de ce principe anthropologique assigne en réalité les sujets vers des tâches et objectifs imposés, et réduit à néant leurs capacités et désirs de projection. Contre cette nouvelle dépossession facteur d'aliénation et d'impuissance, l'auteur explore comment redonner à chacun-e le pouvoir de se projeter ensemble et durablement.

Un tel pouvoir autonome et commun de déterminer les finalités et modalités qui font notre monde, jamais abandonné aux politiques ni subordonné aux experts, appelle des institutions nouvelles qui garantissent aux sujets individuels et collectifs les ressources et le temps nécessaires pour penser, façonner et réaliser leurs projets.

● Makan Rafatdjou

La société de projet, Amaena Guénot, CNRS Éditions, 283 p., 2025, 25 €



Politiques urbaines de l'accélération

L'universitaire Sandra Mallet présente une synthèse globale sur la façon dont l'urbanisme, l'aménagement, les « politiques urbaines » sont confrontées aujourd'hui au présentisme, et plus largement, quels enjeux cette vitesse met à découvert.

Le temps de l'urbanisme « présentiste », l'effacement de l'urbanisme progressiste, laisse pendant une question : le plan contre le projet ? Et plus encore, quel type d'élaboration, quel rôle des populations dans (et pas seulement avec) les politiques urbaines ? L'actualité montre comment toute « transition » peut être révoquée, niant tout effet de l'anthropocène. Le temps produit des politiques urbaines ; il est acteur de celles-ci. Temps sociaux, temps dans les sciences sociales, la littérature vient en appui. Accélération et dissociations interrogent cette « ville à la carte » et ses rythmes urbains.

L'auteur nous livre un état de l'art, intégrant bureaux des temps et « slow city », bien utile. On notera d'intéressantes synthèses sur les usages temporaires ou les dispositifs type AMI ou APUI. Promouvant une modestie intelligente, l'auteure montre dans un exemple comment les rythmes du privé ont inversé les rapports de forces et affaibli les collectivités. L'accélération de la fabrique urbaine en dépossède plus d'un.e...

Deux absences étonnantes dans cet ouvrage documenté : l'association Tempo territorial qui a introduit et vulgarisé en France les temps de la Ville. Et l'urbaniste sociologue François Ascher, pourtant pionnier en la matière.

Le temps est essentiel à construire la ville ; comme les ruralités. Et comme leurs rapports.

● Patrick Vassallo

Sandra Mallet, *Politiques urbaines de l'accélération*, Editions de l'Aube, 2024, 306 p., 24€



De l'agir sur à l'agir avec

Anne Salmon (qui nous a quitté au début de l'été) et Jean-Louis Laville signent ici une œuvre remarquable qui inventorie enjeux socio-écologiques, met en exergue l'association des savoirs et valorise les recherches participatives. A partir d'un retour historique sur la construction de la valeur « science », depuis la République de Platon puis ce mirage d'une neutralité scientifique incontestable, les auteurs déconstruisent l'instrumentalisation de la Science. Face à une telle « objectivation », l'émancipation passe par un 'agir avec' des sujets actifs. On saluera la démonstration qui parcourt ce livre : (une certaine conception de) la science est utilisée au service des dominations, non seulement par la « doxa » véhiculée mais aussi par les mécanismes même de son rapport à la société.

Ce plaidoyer pour en finir avec la domination sur la nature, donc sur le vivant, très documenté, alterne critiques, retour aux sources marxistes, décorticage de thèses, le plus souvent d'usage fréquent ; le rapport du savant à l'acteur est trop un angle mort de l'action publique, sociologique, politique ou du travail social pour qu'on n'en salue pas cette pertinence.

Le concept de « démocratie créative » stimule notre désir d'un renouveau des pratiques d'auto organisation, dont la dynamique actuelle est ici présentée.

Sortir des dichotomies et binarités qui renforcent et justifient les dominations, casser l'absolutisme de la Raison, et la partition sujet/objet rappellent que la société est un tout.

Cet ouvrage est un régal, utile pour nos militances.

● Patrick Vassallo

Anne Salmon, Jean-Louis Laville, *De l'agir sur à l'agir avec*, Éditions érès, 2025, 286 p., 15€



Santé mentale au travail : tous concernés

Ce petit livre est un outil intéressant pour qui s'intéresse aux conditions de travail et « problèmes » individuels et collectifs que l'on démasque derrière l'excès de charge mentale, les RPS (risques psycho-sociaux) et autres burn-out.

Fort documentés, les six chapitres présentent successivement « l'état de l'art », de prime abord leurs conditions générales, qu'illustrent quelques exemples rencontrés par l'auteur, ancien ouvrier, expert auprès d'institutions collectives représentatives du personnel et formateur. Les outils de la prévention du RPS sont ensuite questionnés. Puis son approche depuis les situations de travail réel, et le rôle que peuvent jouer les représentante-s du personnel.

Un dernier chapitre s'intitule « l'utopie comme un chemin à suivre ». Une perspective qui parle bien à CERISES !

Cet ouvrage combine réflexions de fond sur le sujet, exemples commentés et sources documentaires, notamment juridiques, toutes aptes à armer un-e salarié-e, un syndicaliste ou un pro de la RH.

Les RPS y sont présentées de façon claire et précise. Le questionnement de la « subjectivité au travail » remet quelques « banalités » à leur place. L'auteur dénonce la culpabilisation des individus. Les RPS sont un problème de société et de travail, on ne peut renvoyer cela à la sphère privée. La QVT (qualité de vie au travail) provoque des effets pervers. Quant au triangle EGO/AUTRUI/REEL, le schéma aurait toute sa place dans un arbre des causes.

Un opuscule qui complète les publications syndicales et expertes de bonne manière. Un regret : un peu de regard de genre aurait enrichi le propos.

● Patrick Vassallo

Yannick Lemarié, *Santé mentale au travail*, GERESO, 2025, 102 p., 20€

C'est au chantier Jean-Marie Serreau que sont consacrées les 3 pages 'culture' de ce *CERISES* de rentrée. Présent une nouvelle fois à Avignon, cette exploration ouvre de nouveaux regards sur le théâtre, à l'heure où l'obscurantisme et un populisme de bas étage gangrènent le ministère de la culture et où la marchandisation fossilise les financeurs.

● La rédaction



LE CHANTIER JEAN-MARIE SERREAU : UNE HISTOIRE DE TEMPÊTES

« Le théâtre... un endroit en transformation,
un endroit qui subit la tempête de la transformation :
on creuse, on démolit, on reconstruit... » (Jean-Marie Serreau)

Jean-Marie Serreau a été un comédien et un metteur en scène de l'après-guerre qui a été oublié par l'histoire du théâtre. Il a pourtant laissé une empreinte exceptionnelle, tant du point de vue des écritures dramatiques qu'il a fait connaître que de son approche révolutionnaire du plateau. Il a eu conscience très tôt que le théâtre était concurrencé par les images, la télévision, le cinéma et qu'il fallait proposer un théâtre nouveau, qui bouscule le spectateur et change les rapports et les points de vue. Passionné par la recherche dans les techniques de communication, il participe à l'émergence des « nouvelles humanités » qui allaient changer l'approche du savoir et de la culture à la fin du XXe siècle et faire naître les études théâtrales et cinématographiques à l'université.

La décolonisation lui apparaissait comme un enjeu majeur et il a choisi de faire entendre d'autres façons de raconter l'histoire et notamment la voix des ex-colonisés.

Danseur et acteur très physique, il dirigeait comédiens et comédiennes comme un chorégraphe et abordait le jeu comme un musicien. La scène était pour Serreau un chantier vibrant, l'espace du renversement et de la tempête. Il recherchait l'inattendu, la rupture, la diffraction et a ainsi amené le jazz et sa rythmique au plateau dès les années 60, avec des musiciens en live qui improvisaient sur scène. Il fera de la tempête et du chantier de vraies poétiques scéniques.

Une tempête scénographique : abattre les murs

Architecte de formation, Serreau était un bâtisseur d'utopie qui rêvait un théâtre sans murs. Du Théâtre de Babylone qu'il construit comme un carrefour des arts en 1952 sur la rive gauche au Théâtre de la Tempête qu'il fonde dans un hangar de la Cartoucherie de Vincennes à l'hiver 1970, il n'aura de cesse de repenser l'espace et la scénographie des théâtres où il est passé.

Abattre les murs, c'est à ses yeux renverser l'ordre ancien, déconstruire les

théâtres à l'italienne, abolir la frontalité, sortir du cadre, multiplier les points de vue, mettre le spectacle au centre et reconstruire les théâtres autour.

Le Théâtre de Babylone ferme en 1954 faute de financement, mais devenu régisseur du Théâtre de Lutèce, Serreau entreprend d'en réorganiser l'espace et la technique. En 1967, il inaugure la toute nouvelle salle Firmin Gémier du TNP à Chaillot avec la pièce de Kateb Yacine *Les Ancêtres redoublent de férocité* et contribue à son aménagement.

Après les événements de mai 68, André Malraux souhaite donner une nouvelle impulsion au Théâtre de la Cité internationale. Il sollicite la compagnie de Jean-Marie Serreau qui y prend ses quartiers et aménage deux nouvelles salles : La Galerie et La Resserre.

En 1970, Jean Vilar, qui ouvre une seconde scène pour le Festival d'Avignon, en confie la conception à Serreau. Il s'agit du Cloître des Carmes, lieu pour lequel il crée un dispositif modulable d'équipe-

ments légers susceptibles d'être utilisés partout, aux Carmes comme au Théâtre de la Tempête, faits de gradins démontables et adaptables à tous les rapports scène-salle possibles.

En 1971, Serreau emmène sa compagnie en tournée en Martinique et fait événement en montant hors les murs dans des lieux improbables (stade, puits à cop, place de village, cantine...) *L'Exception et la Règle* de Brecht et *La Terre battue* de Boudjema Bouhada.

Une tempête dramaturgique pour un « nouveau théâtre »

Serreau a ouvert après-guerre la voie en France à Brecht, en montant *L'Exception et la Règle* dès 1949 au Théâtres des Noctambules, mais aussi à des auteurs comme Ionesco, Beckett, Genet, Adamov... ou encore Vinaver et Arrabal dont il monte les textes dans les petits théâtres de la rive gauche.

En 1961, Serreau crée, au théâtre de l'Odéon, l'événement qui consacrera « le nouveau théâtre » avec trois mises en scène : *En attendant Godot* de Beckett, *Les Bonnes* de Genet et *Amédée ou comment s'en débarrasser* de Ionesco, trois spectacles qu'il emmènera ensuite en tournée en Scandinavie où il fit connaître ces auteurs.

Son éclectisme et son goût de l'ouverture l'amènent aussi à porter un regard

nouveau sur Claudel qu'il rapproche étonnamment de Brecht et dont il monte à la Comédie-Française en 1968, *L'Otage* puis *Le Pain Dur*.

Faire entendre les auteurs francophones, ces poètes d'ailleurs qui « habitent la même langue », selon une formule qui lui était chère, sera encore un autre enjeu, qu'il s'agisse de l'Afrique, de la Caraïbe et même de la Bretagne avec Paul Keineg.

Une tempête politique pour un théâtre de la décolonisation

La dimension politique qui le passionne chez Brecht, il la retrouve chez les auteurs de la décolonisation comme l'Algérien Kateb Yacine, le Martiniquais Aimé Césaire, l'Haïtien René Depestre ou l'Ivoirien Bernard Dadié, mais aussi chez les dramaturges américains engagés contre le racisme et la ségrégation comme Edward Albee et Adrienne Kennedy.

La tempête devient à ses yeux le symbole même de la révolution nécessaire, du chamboulement historique que doit accepter la société occidentale. Et c'est au nom de cette tempête décoloniale qu'il donne à sa compagnie, puis à son théâtre à la Cartoucherie le nom de Théâtre de la Tempête.

Il découvre Kateb Yacine en 1954 et monte *Le Cadavre encerclé* en 1958 à Bruxelles en pleine guerre d'Algérie.

Le spectacle sera repris au Théâtre de Lutèce clandestinement en 1959 où il accueille également *Les Nègres* de Genet que Roger Blin a mis en scène avec les Griots. Il reprendra la pièce de Kateb dans une nouvelle version au théâtre Gémier en 1967 : *Les Ancêtres redoublent de férocité*.

Sa rencontre avec Césaire et l'incroyable aventure de *La Tragédie du Roi Christophe* scellent la symbolique révolutionnaire de la tempête. Il commande au poète antillais une « adaptation nègre » de la pièce de Shakespeare qui deviendra *Une Tempête*, puis demande une autre adaptation à l'Africain Bernard Dadié, ce sera *Îles des tempêtes*.

Son geste décolonial passe par la défense de dramaturges qui ne sont pas issus de la culture occidentale. Amener Césaire sur le plateau de l'Odéon-Théâtre de France en 1965 avec *La Tragédie du Roi Christophe* est un tour de force, comme d'y faire entendre Adrienne Kennedy, une jeune autrice noire américaine, ou de monter pour le Festival d'Avignon *Béatrice du Congo* de l'Ivoirien Bernard Dadié en 1971, puis *La Terre battue* de l'Algérien Boudjema Bouhada en 1972.

Sortir de l'entre-soi et faire entendre d'autres voix, d'autres accents, c'est aussi l'enjeu des distributions polychromes du théâtre de Serreau qui travaillait avec



des artistes de toutes origines : Douta Seck, Bachir Touré, Akonio Dolo, Sidiki Bakaba, Toto Bissainthe, Boudjema Bouahada, Danielle Van Bercheycke, Marina Casamance, et bien d'autres.

Une tempête esthétique, visuelle et musicale

Convaincu que le public a changé, que ce qu'il appelle « le champ mental » du spectateur a besoin de simultanéité, de stimulations sonores et visuelles, d'échelles multiples, Serreau rapproche le plateau de théâtre des nouvelles technologies de communication.

Il multiplie les écrans, travaille avec des magnétoscopes, projette des images et fait de la musique et de la lumière des agents essentiels du spectacle, abordant la scénographie comme un « piège à lumière » et un résonateur acoustique. Plus de décor, une poésie de chantier qui s'appuie sur de simples échafaudages tubulaires.

Ayant perdu un œil dans sa jeunesse, il ne voit pas les perspectives et recherche d'autres stimulations visuelles et sonores. Il travaille à abolir le rapport frontal, expérimente toutes sortes de formes scéniques et démultiplie les perceptions sensorielles des spectateurs. Pour *Gilda appelle May West* de Michel Parent en 1962, quatre plateaux étroits, où se jouent des scènes en simultané, enferment les spectateurs assis sur des tabourets tournants. Il travaille avec des plasticiens comme Raffaelli, des photographes comme Knapp, des graphistes comme Folon, recherchant avant tout des effets plastiques et visuels.

Il s'entoure de percussionnistes et de musiciens de jazz qui improvisent au plateau avec les comédiens : Michel Portal, Jean-Pierre Drouet, Eddy Louiss, Michel Puig, Pierre Chériza. L'esprit jazz et ses métissages n'ont cessé de travailler son esthétique du plateau.

Après la mort de Serreau, le Théâtre de la Tempête devient un lieu de diffusion et de résidence subventionné, mais la nouvelle direction se désolidarise de la troupe. La compagnie tentera malgré tout de poursuivre le projet artistique et politique de Serreau sous la forme d'une Société Coopérative de Production, seulement le navire ne résistera pas aux vents contraires... Remettre en lumière l'aventure avant-gardiste et visionnaire de Serreau dont l'engagement révolutionnaire tant esthétique que décolonial a été occulté dans l'historiographie théâtrale est un enjeu du chantier scientifique que nous avons souhaité ouvrir au sein de l'Institut de recherche en études théâtrales de la Sorbonne Nouvelle, car c'est une manière de montrer que ce qui secoue encore aujourd'hui le théâtre qu'il s'agisse de décoloniser les imaginaires, de sortir de l'euro-centrisme, de faire entendre d'autres voix, de défendre la diversité sur les plateaux et la créolisation des arts et des cultures, ce sont des souffles révolutionnaires fragiles qu'il a été facile d'étouffer il y a plus de cinquante ans. Alors souvenons-nous et soyons vigilants !

● Sylvie Chalaye

Laboratoire SeFeA / Sorbonne Nouvelle

Pour aller plus loin : Sylvie Chalaye et Romain Fohr, *Jean-Marie Serreau*, coll. « Apprendre », Actes Sud Papiers, 2024. Voir le délicieux publié en avril 2025 : <https://ceriseslaoperative.info/?s=serreau>



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires.

Pour donner votre avis écrire à contact@ceriseslaoperative.info

Abonnement gratuit en ligne
<https://ceriseslaoperative.info/abonnement-journal/>